



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Reims, le 28/04/25

Unité Départementale de la Marne

Nos réf. : n° D3 i 2025-380

Affaire suivie par : XXX

Tél. : 03 10 42 28 00

Courriel : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement : Société OI à REIMS (51)

- Porter-à-connaissance : transmission d'une étude de risque sanitaire

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

La société OI Manufacturing est autorisée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), par arrêté préfectoral à exploiter les installations situées 69 rue Albert Thomas à Reims par l'arrêté préfectoral n°2005-A-152-IC du 21 Octobre 2005 d'exploiter les installations de fabrication de verre d'emballage pour le marché des vins et spiritueux et modifié par plusieurs actes administratifs complémentaires (APC) : n°2008-APC-148-IC du 7 octobre 2008 (installations de refroidissement), n°2016-APC-038-IC du 30 mars 2016 (classement de l'installation, rejets atmosphériques, émissions aqueuses), n°2017-APC-156-IC du 19 décembre 2017 (procédure alerte pollution atmosphérique – PM10/SO2) et n°2020-APC-122-IC du 21 août 2020 (tour aéroréfrigérante).

La société OI Manufacturing a transmis à l'Inspection des installations classées une étude de risque sanitaire le 4 mars 2025.

L'inspection des installations classées propose de donner acte d'un nouvel arrêté préfectoral complémentaire pour prescrire la réalisation de compléments à l'étude de risque sanitaire. Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en ce sens en pièce jointe.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : XXX

Vérifié par le Chef du Pôle Risques Chroniques Santé Environnement : XXX

Approuvé par le Chef du Service de Prévention des Risques Anthropiques : XXX

1 – PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

La société OI Manufacturing exploite une installation de fabrication de verre d'emballage pour le marché des vins et spiritueux sur la commune de Reims, dans le département de la Marne (51).

L'établissement est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005-A-152-IC du 21 Octobre 2005 modifié par plusieurs actes administratifs complémentaires (APC) : n°2008-APC-148-IC du 7 octobre 2008 (installations de refroidissement), n°2016-APC-038-IC du 30 mars 2016 (classement de l'installation, rejets atmosphériques, émissions aqueuses), n°2017-APC-156-IC du 19 décembre 2017 (procédure alerte pollution atmosphérique – PM10/SO2) et n°2020-APC-122-IC du 21 août 2020 (tour aéroréfrigérante). Le site est soumis à autorisation pour les rubriques 2530, 2531, 2565 et 3330. Il relève également de la directive européenne n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite Directive IED, au titre de la rubrique 3330 de la nomenclature des ICPE relative à la fabrication du verre, à laquelle est associé le document de référence sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) relatif à la fabrication du verre (BREF GLS), dont les conclusions sur les MTD ont été publiées en février 2012.

2- PRÉSENTATION DU PROJET

Une visite d'inspection portant sur les rejets atmosphériques du site a été réalisée le 05/10/2023. Lors de cette visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant cumulait 275 heures d'indisponibilité de son système de traitement (panne de l'électrofiltre en avril 2023), contre 250 heures/an autorisées (article 26 de l'arrêté ministériel du 12/03/2003)

A la suite de cette visite, l'Inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure pour évaluer les polluants rejetés pendant cette période de dysfonctionnement et de la proposer à l'Inspection sous un délai de 3 mois, conformément à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 12/03/2003.

Des visites d'inspection ont eu lieu les 24/11 et 27/11/2023 et ont permis de constater que la durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement était passée à 415 heures. Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé par le préfet en date du 12 février 2024 sur ce même article avec un délai de 12 mois pour évaluer les polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.

Un arrêté préfectoral de mesures conservatoires, signé le même jour, imposait à l'exploitant d'établir un bilan trimestriel des investigations menées et des actions réalisées en vue de la mise en conformité.

Le bilan de 2023 transmis par l'entreprise mentionnait une durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement de 629 heures sur l'ensemble de l'année.

3- EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES

Au regard du dépassement du seuil des heures d'indisponibilité du système de traitement, les enjeux environnementaux qui pourraient être impactés sont la qualité de l'air ambiant et des sols superficiels, ainsi que la santé des populations avoisinantes dans le cadre du fonctionnement anormal des installations.

Afin de caractériser ces incidences, une étude de risque sanitaire (ERS) a été réalisée par l'exploitant en 2024 (version du 11/02/2025). Cette étude de risque a été réalisée dans un cadre de fonctionnement normal en prenant en compte la durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement autorisée de 250 heures.

Par courrier électronique du 04/03/2025, la société OI Manufacturing a transmis à l'Inspection des installations classées une étude de risque sanitaire concernant les rejets atmosphériques de son installation.

Caractérisation de l'environnement :

La zone d'étude se définit par un rectangle de 2,6 km d'Est en Ouest et de 2,4 km du nord au Sud soit 6,24 km². Elle s'inscrit sur une partie des territoires des communes de Reims et Cormontreuil dans le département de la Marne (51) en région Grand-Est.

Les usages de l'environnement du site sont multiples : zone urbaine et axes routiers, zones de cultures céréalières, zones de viticultures, zone de type industriel/artisanal, zone résidentielle et zones de loisirs.

Les populations dites sensibles (enfants, sportifs, personnes âgées ou handicapées, malades) situées sur la commune de Reims et aux alentours ont été recensées.

Les principaux enjeux les plus proches sont :

- le Collège Paul Fort, située à 850 m du site ;
- le Parc des expositions, située à 485 m du site.

Impact du site :

Le site est à l'origine d'émissions atmosphériques provenant essentiellement des émissaires (2) associées à ses deux fours. Il est à l'origine :

- d'émissions canalisées provenant des fours, rejetées à l'atmosphère respectivement au niveau des cheminées ;
- d'émissions diffuses qui ne sont pas prises en considération dans cette étude.

Les principaux polluants rejetés par les installations et susceptibles d'avoir un effet sur la santé sont :

- le CO ;
- le SO₂ ;
- les poussières ;
- les COV (méthane, COV totaux et non méthaniques) ;
- les amines (7 composés individualisés, dont formaldéhyde) ;
- les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ;
- l'hydrogène sulfuré ;
- les acides (3 composés individualisés) ;
- les métaux (14 composés individualisés).

Les voies d'exposition principale et secondaire sont respectivement l'inhalation et l'ingestion :

- les NOX, le CO, le SO₂, les COV, les poussières, le H₂S, les amines et les acides conduisent à une exposition uniquement par inhalation ;
- les métaux, ainsi que les HAP émis principalement sous forme particulaire se déposent au sol et peuvent être transférés au travers de la chaîne alimentaire. Ils peuvent conduire à une exposition par inhalation et par ingestion.

Scénarios :

L'exploitant a retenu les scénarios suivants :

- Exposition via l'inhalation d'air "pollué" par les seules émissions du site O-I France. On considère le cas de l'exposition des tiers en tant que personnes résidant dans la zone d'étude : cette exposition sera évaluée en considérant une exposition 18h/24, 365 jours par an de façon majorante, pendant 30 ans.
- Exposition via la consommation durant 55 ans de végétaux contaminés pendant 30 ans par les seules retombées du site qui se déposent et s'accumulent sur un sol à l'origine vierge de toute trace de métaux lourds.

Sélection des traceurs

Les traceurs retenus sont les suivants :

VOIE D'EXPOSITION	EFFETS	TRACEUR
INHALATION	EFFET AVEC SEUIL	Arsenic
		Chrome III
		Nickel
		Benzo(a)pyrène
	EFFET SANS SEUIL	Chrome VI
		Cobalt
INGESTION	EFFET AVEC SEUIL	Arsenic
		Cadmium
		Cobalt
		Chrome III
		Chrome VI
		Cuivre
		Manganèse
		Nickel
		Plomb
		Antimoine
		Sélénium
		Etain
		Vanadium
		Mercure
	EFFET SANS SEUIL	Arsenic
		Chrome VI
		Plomb
		Nickel

Ainsi, l'exploitant conclut que les résultats montrent :

- pour les risques toxiques que les quotients de dangers (QD) sont non négligeables mais inférieurs à 1 (QD maximal cumulé : 0,746 pour le système respiratoire). L'arsenic pour la voie inhalation porte le risque ;
- pour les risques cancérogènes en effet cumulé toute voie et tout polluant, un excès de risque individuel (ERI) inférieur mais proche de la borne de 1.10^{-5} définie à $0,95.10^{-5}$.

5 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

5.1 Schéma conceptuel :

Le schéma conceptuel présenté par l'exploitant est générique et ne reprend pas les éléments propres au site :

- le schéma prend en compte les rejets diffus, alors que l'exploitant a spécifié au préalable que les rejets diffus ne sont pas pris en compte dans l'étude ;

- le schéma indique la pêche comme une voie de transfert, or cette voie n'est pas intégrée à l'étude ;
- les différents polluants étudiés ne sont pas repris dans le schéma conceptuel.

5.2 Hypothèses de travail :

Les hypothèses de calcul réalisées dans le cadre du scénario d'exposition directe par inhalation ne sont pas détaillées et notamment les flux utilisés, ainsi que la durée d'exposition.

L'exploitant a choisi dans les scénarios d'exposition : 18h/24, il est attendu une modélisation d'un scénario « habitant majorant » : 24h/24.

Les mesures réalisées, en période de dysfonctionnement du système de traitement, dans le cadre de l'étude montrent des valeurs incohérentes pour les paramètres poussières (85 mg/Nm³) et zinc (153 mg/Nm³).

De plus, certains paramètres n'ont pas été mesurés pour l'émissaire du four 2 (CO, COV, Cr III et Zn). A titre de comparaison le flux horaire en No₂ pour le four 2 en juin 2024 était de 59,8 kg/h pour un flux réglementaire total (2 fours) de 45 kg/h.

La mesure du zinc n'est à ce jour pas réglementée.

5.3 Conclusion de l'étude :

Le résultat de l'étude montre un ERI inférieur mais proche de la borne de 1.10^{-5} définie à $0,95.10^{-5}$ pour les risques cancérigènes en effet cumulé toute voie et tout polluant. L'étude ne portant que sur une période de fonctionnement normal de l'installation (250 h/an d'indisponibilité de traitement des fumées), elle ne prend pas en compte la période de dysfonctionnement de 629 heures sur l'année 2023.

Par ailleurs, la conclusion mentionne le tableau avec les critères de positionnement selon les résultats de l'Interprétation des Etats des Milieux (IEM) sans détailler ces éléments. Pour rappel, la ville de Reims est concerné par un plan de protection de l'atmosphère (PPA) dont le NO_x est le polluant le plus problématique. En effet les seuils de la qualité de l'air sont souvent dépassés donnant lieu à des pics de pollution dont OI constitue l'une des sources principales de No₂. Aussi il est probable que l'Etat des milieux soit vulnérable voir incompatible, auquel cas la révision du projet pourrait être revu.

Sur ce sujet, l'exploitant doit apporter des preuves de milieu compatible.

Pour conclure, cette étude réalisée sur un cadre de fonctionnement normal en prenant en compte la durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement autorisée de 250 heures, montre un potentiel impact sur l'environnement et la population avoisinante notamment sur l'aspect NO_x et métaux (poussière, zinc, chrome, plomb) en cas de dépassement prolongé.

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant des compléments à son ERS :

- améliorer le schéma conceptuel ;
- préciser les hypothèses de calcul des résultats de concentrations dans l'air ambiant pour chaque cible : flux pour chaque polluant avec les heures considérées, explication du calcul... ;
- prendre en compte les 629 heures de dépassements comme demandé initialement, pour l'année 2023 ;
- réaliser une Interprétation des Etats des Milieux (IEM) pour pouvoir conclure à l'acceptabilité du site dans son environnement..